



Bayrou et le budget : charmer les marchés, flouer les travailleurs

Quarante milliards d'euros... La semaine dernière, le ministre de l'Économie, Éric Lombard, a chiffré les "efforts supplémentaires" à réaliser dans le budget 2026. Ces 40 milliards, le gouvernement s'apprête à les retirer aux services publics, aux hôpitaux, aux écoles, aux collectivités. Et tout simplement les voler à ceux qui financent et utilisent ces services : les travailleurs et les classes populaires.

L'art de faire des économies dans les poches des autres

Bayrou, pourtant plus impopulaire que jamais, a enfoncé le clou par une conférence le lendemain. Il l'a voulu "pédagogique". Et le voilà qui nous sermonne à grands coups de graphiques colorés et de PIB par habitant, en parlant lentement pour qu'on comprenne : "Nous ne travaillons pas assez." Nous ? Qui ça ? C'est sûr qu'en termes de pédagogie, le Premier ministre n'a pas beaucoup travaillé : la rengaine est carrément réchauffée. Les exploiteurs répètent sur tous les tons que les travailleurs doivent suer toujours plus de profit.

Une internationale de brigands, grands et très grands

Il a qualifié l'attitude de Trump avec l'Ukraine et les annonces des nouveaux droits de douane de "tsunami", de "cyclone", de "coup de théâtre"... Quel cinéma, oui ! Car les politiques menées ne sont pas si différentes. À voir Bayrou se languir de l'état des finances du pays il y a trente ans, ou parler du général de Gaulle la larme à l'œil, on pouvait le croire à deux doigts de scander "Make France Great Again".

Macron propose d'accueillir les chercheurs américains attaqués violemment par Trump mais Bayrou a taillé lui aussi dans le budget 2025 de l'enseignement supérieur 1,5 milliard d'euros (une baisse d'environ 6 %) il y a deux mois. Cela n'a pas empêché le même Bayrou de se plaindre dans son discours de la gestion du budget de ses prédécesseurs : "Nous aurions dû investir dans la recherche."

Et quand il qualifie Trump ou Poutine d'agresseurs, c'est pour mieux justifier l'augmentation des dépenses militaires : voilà un secteur où l'État ne compte pas faire d'économies. Pour défendre son profit et ses marchés contre le requin d'à côté, il faut du matériel. Et tous ces dirigeants, tous les grands

de ce monde, entendent mettre au pas la classe ouvrière, à l'usine ou pour le front.

Travailleurs de tous les pays : unissons-nous !

Une seule étincelle cocasse dans cette soupe rodée pour les marchés : Bayrou a cité Lénine et Trotsky ! "Seule la vérité est révolutionnaire." Est-ce que les livres des militants communistes sont arrivés sur sa table parce que le spectre d'une révolution lui donne quelques sueurs froides ? Car à trop tirer sur la corde, on ne sait jamais quand elle craque. Ça, tous les politiciens de la bourgeoisie le savent.

Elle a craqué par exemple en Turquie où des centaines de milliers de manifestants remettent en cause le régime du dictateur Erdogan après un énième abus de pouvoir. Une révolte qui pourrait bien se développer et impacter toute la région moyen-orientale, que les capitalistes ont transformé en un nœud sanglant, mais aussi l'Europe, pour laquelle la Turquie fait le garde-frontière mercenaire. Une possibilité loin d'être isolée, alors que les mouvements de révolte se multiplient ces dernières années aux quatre coins de la planète.

C'est une possibilité et c'est une nécessité. C'est en refusant leurs budgets, leur agenda, leur monde, c'est en prenant nos affaires en main, que nous pourrons opposer à leur internationale de brigands notre solidarité internationale de travailleurs. C'est le sens historique de la journée de manifestation du 1^{er} mai, que le mouvement ouvrier a institué il y a presque 150 ans, notamment pour exiger la réduction du temps de travail. Soyons nombreuses et nombreux dans la rue ce jour-là.

1^{ER} MAI
10H · METZ
RÉPUBLIQUE (ARSENAL)
MANIFESTATION

Pour suivre le NPA-Révolutionnaires :

EN BREF

1er avril : 30 000 manifestants en France, une mobilisation réussie !

1700 à Nantes, 1500 à Paris, 1200 à Lyon, 800 à Grenoble, 500 à Rennes, 300 à Metz... Les travailleurs et travailleuses du secteur social et médico-social étaient nombreux à rejoindre l'appel des Rencontres nationales du travail social en lutte, en organisant plus de 100 rassemblements partout en France. Samu social, prévention spécialisée, assistantes sociales hospitalières, aide sociale à l'enfance, secteur du handicap, de l'aide à domicile... mais aussi France Travail, étudiants en travail social, ou encore AED ou salariés de la culture, tous et toutes sont venus grossir les cortèges, révoltés par les coupes budgétaires et les licenciements.

La supercherie du collectif des 400000 !

Quand Nexem appelle à se mobiliser pour le secteur social, il est crucial d'y regarder de près. Ce collectif d'employeurs du secteur, qui est à la pointe de la financiarisation du secteur avec ses grands groupes comme SOS, la CNAPE (fédération des associations de la protection de l'enfance), participe au blocage des négociations dans la convention 66, et au forcing pour une convention collective unique qui prévoit de détruire les droits des salariés. À ses côtés dans l'appel des 400.000, la direction de l'APF licencie actuellement 450 salariés, et aggrave par la même occasion l'accompagnement des personnes en situation de handicap. Alors, derrière le vernis de cet appel à se mobiliser le 15 mai, sous couvert de défendre la protection de l'enfance et les professionnels du secteur, il s'agit bien de patrons qui licencient répriment et précarisent. Nous ne sommes pas dupes, leurs intérêts ne sont pas les nôtres.

Wauquiez semble regretter

le "temps béni des colonies"

Laurent Wauquiez, le patron des députés Les Républicains, a proposé d'expulser de la Métropole et d'envoyer à Saint-Pierre-et-Miquelon pour les enfermer toutes les personnes dangereuses sous obligation de quitter le territoire français (OQTF). Il avait sans doute à l'esprit l'ex-bagne de Cayenne, en Guyane, ou bien les condamnés envoyés purger leur peine en Nouvelle-Calédonie. Ces déclarations ont provoqué une levée de boucliers parmi la population et les élus de ce petit archipel d'Amérique du Nord qui se refusent de voir leurs îles utilisées comme "dépotoirs". Mais de cela Wauquiez s'en moque. Car, en compétition avec Bruno Retailleau, le ministre de l'Intérieur, pour la présidence de son parti, il tente de le doubler sur sa droite en apparaissant encore plus sécuritaire avec le soutien de la presse Bolloré. Plus réac que lui, tu meurs !

Si ce bulletin t'a plu, fais-le circuler ! Une info à nous transmettre ? Ecris-nous : npa.revolutionnaires.lorraine@gmail.com

Mineurs maltraités, profits majorés

Alors que les placements d'enfants ont bondi de 20 %, les services de l'Aide sociale à l'enfance, étranglés par le manque de moyens, se tournent vers le privé. Des sociétés comme Accompagnator, filiale du groupe Promhotel, prennent en charge des centaines de mineurs... dans des hôtels. Encadrement au rabais, personnel non formé, pas de projet éducatif, aucun contrôle. Des enfants ballottés, mal accompagnés, parfois mis en danger.

Il ne faut pas s'y tromper : ces plateformes n'existent pas pour protéger, mais pour générer du profit. Cette marchandisation est rendue possible par le manque d'investissement de l'État. Et comme toujours, ce sont les enfants et les travailleurs sociaux qui en paient le prix.

Ce dont le secteur a besoin, ce ne sont pas de start-ups, mais de moyens, de postes, de professionnels formés, de service public digne de ce nom. Assez de bricolage. La protection de l'enfance exige des moyens !

Ségur : les départements à l'offensive contre les revalorisations

Le juge des référés du Tribunal administratif de Paris a débouté de leur demande les départements de la Haute-Vienne, de Loire-Atlantique (PS) et des Yvelines (LR). Ces derniers souhaitent suspendre le Ségur pour tous au motif de la "crise financière aiguë". Le juge estime qu'il n'est pas établi que les 4,8 millions d'euros pour les Yvelines et 4 millions d'euros pour les deux autres départements "ferait peser une menace grave et immédiate sur leur situation financière". Une rejet qui rappelle le caractère précaire de ces primes. Obtenu par les grèves et les manifestations, elle ne pourront être défendues qu'en maintenant le rapport de force comme cela a pu être fait lors de la journée de grève du 1er avril.

Les départements se rebellent, mais contre qui ?

Patrick Weiten, le président du département de la Moselle - comme ses homologues du Grand Est - refuse de payer les décisions imposées par l'État. "Nous entrons en rébellion" a-t-il dit. Concrètement, il refuse de revaloriser le montant du RSA de 1,7 %. Quand Weiten a un problème avec les choix de ses amis du gouvernement, il s'en prend aux pauvres...

Pour recevoir
le bulletin tous les quinze jours,
rester en contact
avec les militants du NPA-R
du secteur social :
rejoins le fil WhatsApp

